

SS L'ART DE SE FAIRE PLUMER AVEC DIGNITÉ

DR. SARCASME



L'art de se faire plumer avec dignité

Par Dr. Sarcasme

ÉDITIONS FUSIANIMA

[Lire la version interactive sur Fusianima.com](https://fusianima.com)

Table des matières

Chapitre 1 : La Sémantique du Sacrifice : Quand 'Vol' devient 'Contribution'	4
Chapitre 2 : L'Interface Cerfa ou l'Art du Labyrinthe Numérique	8
Chapitre 3 : La Taxe Foncière : Louer sa propre maison à l'État	12
Chapitre 4 : La TVA : Le Pickpocket Invisible de votre Panier de Courses	17
Chapitre 5 : Le Quotient Familial : Faire des enfants pour le profit (théorique)	22
Chapitre 6 : L'Audit Fiscal : Une Séance de Proctologie Administrative	27
Chapitre 7 : Les Tranches d'Imposition : Le Plafond de Verre du Succès	32
Chapitre 8 : La Niche Fiscale : L'Art d'investir dans des yourtes en Creuse	37
Chapitre 9 : Le Prélèvement à la Source : L'Amputation Préventive	42
Chapitre 10 : Le Calendrier Fiscal : La Seule Religion qui impose des Dates de Sacrifice	47
Chapitre 11 : Les Taxes Écologiques : Payer pour le droit de polluer avec culpabilité	52
Chapitre 12 : Les Droits de Succession : Taxer le Passage vers l'Au-delà	56

Chapitre 1

La Sémantique du Sacrifice : Quand 'Vol' devient 'Contribution'

Approchez, approchez, chers agneaux sacrificiels du Trésor Public, et prenez place sur cet autel de papier recyclé. Aujourd'hui, nous allons disséquer le plus grand tour de magie de l'histoire de l'humanité. Non, il ne s'agit pas de transformer l'eau en vin — ça, c'est pour les amateurs de la Silicon Valley — mais de transformer un racket de ruelle sombre en un acte d'héroïsme républicain. Sortez vos dictionnaires, vos mouchoirs, et votre vaseline sémantique, car nous allons étudier comment l'administration a réussi ce prodige : faire en sorte que vous vous sentiez comme Mère Teresa au moment précis où l'on vous fait les poches.

Dans le monde vulgaire des bandits de grand chemin, on utilise des mots comme « donne-moi ton fric ou je te bute ». C'est rustre, c'est binaire, c'est dénué de toute élégance bureaucratique. L'État, lui, possède une agrégation de lettres classiques et un sens aigu du marketing spirituel. Il ne vous « prend » rien ; il « mobilise des ressources ». Il ne vous « dépouille » pas ; il appelle à votre « solidarité ». C'est toute la subtilité de la sémantique du sacrifice.

Commençons par l'étymologie du mot « Contribution ». C'est un chef-d'œuvre. Du latin **cum** (avec) et **tribuere** (distribuer). Dans l'imaginaire collectif, cela évoque une joyeuse kermesse de village où chacun apporte sa quiche lorraine pour le bien du groupe. On s'imagine, bras dessus, bras dessous avec le ministre des Finances, en train de répartir équitablement les richesses autour d'un feu de camp. Or, la réalité de la « contribution », c'est plutôt que l'administration vient chez vous, prend votre quiche, votre four, vos chaussures, et vous laisse un prospectus vous remerciant pour votre « générosité spontanée ». Car oui, dans le lexique administratif, le consentement

est une notion qui s'apprécie à l'aune de la menace de saisie sur salaire. C'est ce que j'appelle la « Philanthropie sous Contrainte ». Vous êtes généreux parce que vous n'avez pas le choix, ce qui est, convenons-en, la forme la plus pure et la moins fatigante de la vertu.

Analysons ensuite le terme « Prélèvement ». Notez la douceur de la sonorité. On dirait une caresse de brise d'été sur un champ de blé. Le « prélèvement » évoque le geste délicat du botaniste qui cueille une étamine pour l'étudier au microscope, ou celui de l'infirmière qui retire une goutte de sang pour vous soigner. C'est presque médical, c'est propre, c'est aseptisé. Jamais on ne vous dira « On va vous arracher un bras pour boucher le trou de la Sécu ». Non, on procèdera à un « prélèvement à la source ». L'image est bucolique : la « source », c'est vous. Vous êtes une fontaine de billets, un geyser d'euros, et l'État se contente de tendre une petite coupelle en argent. Le fait que la coupelle ait la taille d'une piscine olympique et que la source finisse à sec avec des poissons morts au fond n'est qu'un détail de mise en œuvre technique.

Et que dire du mot « Effort » ? Ah, « l'effort national ». C'est le mot préféré des gouvernements en panne d'imagination (c'est-à-dire tous, depuis l'invention de la roue). L'effort suggère une dimension sportive. On vous demande de transpirer un peu, de contracter vos abdominaux financiers pour le salut de la patrie. On vous flatte ! Vous n'êtes plus un contribuable épuisé par le prix de l'essence, vous êtes un athlète de haut niveau qui participe aux Jeux Olympiques de la Dette Publique. « Allez, encore un petit effort sur la taxe foncière, champion ! C'est pour la France ! » On vous remet une médaille en chocolat (taxée à 20 % de TVA) et on vous renvoie au vestiaire, complètement nu, mais avec la satisfaction du devoir accompli.

Le génie de cette transformation réside dans le passage du statut de « victime » à celui de « donateur ». Si l'État vous volait, vous seriez en droit de vous plaindre, voire de sortir les fourches. Mais puisque vous « contribuez », vous plaindre reviendrait à avouer que vous êtes un égoïste dépourvu de cœur, un monstre asocial qui refuse de financer le rond-point en forme de Betterave de la commune de

Saint-Glinglin-des-Meules. La sémantique transforme l'extorsion en un test de personnalité. Vous payez ? Vous êtes un bon citoyen, un pilier de la nation, un saint laïc. Vous rechignez ? Vous êtes un fraudeur, un parasite, une verrue sur le nez de Marianne. L'administration a inventé le braquage où la victime remercie le voleur de lui donner l'occasion de prouver sa valeur morale.

Mais la perle de la couronne, le diamant du cynisme, reste le concept de « Redevance ». Étymologiquement, c'est ce que l'on « re-doit ». Cela présuppose une dette originelle, un péché originel financier. Dès la naissance, vous devez quelque chose. Le simple fait de respirer l'air (chargé de particules fines, mais néanmoins étatique) vous rend débiteur. On ne vous prend pas votre argent, on récupère juste ce que vous leur deviez secrètement pour le privilège inouï de marcher sur un trottoir fissuré. C'est le syndrome de Stockholm appliqué à la feuille d'impôts : vous finissez par aimer votre créancier parce qu'il a la gentillesse de ne pas vous prendre *tout* ce qu'il prétend que vous lui devez.

Passons maintenant à la syntaxe. Remarquez comment l'administration utilise le passif. On ne dit jamais : « Nous avons décidé de vous taxer davantage parce qu'on a cramé tout le budget en rapports inutiles ». On dit : « Des mesures de rééquilibrage budgétaire ont été actées ». Vous voyez la nuance ? Les taxes apparaissent comme des phénomènes météorologiques. C'est la faute à personne, c'est une force de la nature, comme la grêle ou la calvitie. Ça « s'abat » sur vous. Et puisque c'est une fatalité, pourquoi résister ? On n'engueule pas un nuage parce qu'il pleut ; on ouvre son parapluie et on attend que l'orage de la Direction Générale des Finances Publiques passe, en espérant qu'il ne transformera pas votre compte en banque en marécage.

Et quand l'administration veut vraiment vous faire plaisir, elle utilise des diminutifs ou des acronymes mignons. CSG, CRDS, TVA... Ça sonne comme des noms de robots dans Star Wars. « R2-D2 va vous ponctionner 17 % de votre CSG. » C'est presque affectueux. On cache la violence de la somme derrière la brièveté de la lettre. Si on appelait la CSG « Prélèvement Arbitraire Destiné à Comblé les Trous que

Nous Avons Nous-mêmes Creusés », ça prendrait trop de place sur la fiche de paie et ça pourrait réveiller les gens. CSG, c'est court, ça glisse tout seul, comme un suppositoire bien huilé.

Mes chers amis, le secret de la dignité dans le plumage, c'est d'accepter ce nouveau dictionnaire. Quand vous recevrez votre prochain avis d'imposition, ne dites pas « Ils me font chier ». Dites « Je participe à l'élan vital de la structure sociétale via un transfert de ressources optimisé ». Vous verrez, le goût de sang dans votre bouche sera immédiatement remplacé par une saveur de miel bureaucratique.

Après tout, l'administration ne vous plume pas. Elle vous aide juste à vous débarrasser de ce plumage superflu qui vous empêchait de courir assez vite pour échapper à la prochaine réforme. Soyez reconnaissants. Le sacrifice est une ascèse. Moins vous avez d'argent, plus vous êtes léger. Et plus vous êtes léger, plus il est facile pour l'État de vous faire planer... juste au-dessus du précipice de la faillite personnelle, dans cette zone magnifique qu'on appelle « le consentement à l'impôt ».

Applaudissez maintenant, mais s'il vous plaît, ne frappez pas trop fort dans vos mains : il pourrait y avoir une taxe sur le bruit, et franchement, votre contribution au silence public est déjà largement attendue pour le prochain trimestre.

Chapitre 2

L'Interface Cerfa ou l'Art du Labyrinthe Numérique

Entrez, installez-vous, mais ne touchez à rien sans avoir préalablement signé une décharge de responsabilité en trois exemplaires. Vous voici devant l'autel de la modernité républicaine, le joyau de la couronne de la French Tech qui fait trembler la Silicon Valley : le portail des impôts. Si vous pensiez que le sommet de l'angoisse vidéoludique résidait dans un couloir sombre de **Resident Evil** ou dans la difficulté punitive d'un **Elden Ring**, c'est que vous n'avez jamais essayé de déclarer un changement de situation matrimoniale un mardi soir sur une interface codée avec les pieds d'un stagiaire sous-payé en 1998.

L'interface Cerfa n'est pas un site web. C'est un test de Turing inversé conçu par des génies du sadisme ergonomique. L'objectif n'est pas de vous permettre de payer — l'État sait que vous allez payer, il a déjà vos coordonnées bancaires, votre ADN et probablement le nom de votre premier poisson rouge. L'objectif est de vérifier si vous méritez de garder votre santé mentale après avoir contribué au pot commun. C'est le "Game Over" le plus cher du monde : une erreur de clic, et vous débloquez le succès "Majoration de 10 %", un trophée qui ne brille pas sur votre profil mais qui vide votre livret A avec une efficacité chirurgicale.

Dès que vous tapez l'URL, l'ambiance change. Votre processeur se met à ventiler comme s'il essayait d'extraire de l'uranium, alors que la page n'affiche que trois boutons gris et une police de caractère qui semble avoir été choisie pour sa capacité à provoquer des migraines ophtalmiques. C'est le style "Minimalisme Punitif". On est loin du luxe tapageur d'Amazon qui vous lèche les bottes pour vous vendre un abonnement Prime. Ici, on vous accueille avec la froideur d'un videur de boîte de nuit qui sait que vous n'avez pas de réservation, mais qui va quand même vous laisser

entrer juste pour vous voir trébucher sur la piste de danse.

La première épreuve, c'est l'authentification. Le "Numéro Fiscal". Treize chiffres. Pas douze, pas quatorze. Treize. Un nombre qui, dans n'importe quelle autre culture, porte la poisse, mais qui ici est la clé de votre existence sociale. Si vous perdez ce numéro, vous n'existez plus. Vous devenez un spectre errant dans les limbes de l'administration, condamné à hanter les salles d'attente des centres de finances publiques en tenant un ticket numéroté qui n'appellera jamais votre nom. Et ne parlons pas du mot de passe. Il doit contenir une majuscule, un chiffre, un caractère spécial, une lettre grecque ancienne et le cri de détresse d'une chouette effraie. Si vous l'oubliez, la procédure de récupération est si complexe qu'il est souvent plus simple de changer d'identité et de refaire sa vie au Belize.

Une fois dans le lobby, le véritable jeu d'aventure commence. Vous vous souvenez de **Myst** ? Ce jeu où vous deviez cliquer sur des leviers improbables pour ouvrir des portes dont vous ignoriez l'utilité ? Le site des impôts, c'est exactement ça, mais sans les jolies îles et avec beaucoup plus de formulaires 2042-C-PRO. L'architecture du site a été pensée par un architecte qui déteste l'humanité. C'est un labyrinthe de menus déroulants qui s'ouvrent sur des sous-menus, lesquels vous renvoient vers des FAQ rédigées dans un dialecte éteint depuis la chute de l'Empire romain d'Occident.

L'administration appelle cela la "simplification numérique". Dans le monde réel, on appelle cela "abandonner un homme nu dans une forêt avec une boussole cassée".

Regardez ces libellés : "Revenus fonciers non meublés perçus via une SCI non soumise à l'IS mais ayant opté pour le micro-foncier sous réserve de l'article 31 du CGI". C'est magnifique. C'est de la poésie concrète. C'est le genre de phrase qui, si vous la lisez à voix haute à minuit devant un miroir, fait apparaître un inspecteur des finances qui vous demande vos factures de chaudière de 2014. Dans un jeu des années 90, c'est le moment où vous deviez combiner une poule en caoutchouc avec une poulie pour traverser une rivière. Ici, vous devez combiner votre fiche de paie

avec votre certificat de scolarité du petit dernier, tout en priant pour que le serveur ne plante pas au moment où vous cliquez sur "Suivant".

Car oui, le serveur est une entité capricieuse. Il possède une jauge de patience invisible. Si vous restez plus de trois minutes sur la même page à essayer de comprendre pourquoi votre crédit d'impôt pour la transition énergétique a disparu dans la quatrième dimension, le site vous déconnecte pour "raison de sécurité". C'est le "Lag de la Mort". Vous revenez à l'écran-titre. Tout ce que vous avez saisi a été effacé, aspiré par le néant administratif. C'est une leçon de bouddhisme appliqué : l'attachement aux données matérielles mène à la souffrance.

Et que dire des aides en ligne ? Il y a toujours un petit robot conversationnel en bas à droite. Il s'appelle souvent "Le Gendarme Numérique" ou "L'Assistant Bienveillant". Vous lui posez une question simple : "Où dois-je déclarer mes revenus de freelance ?" Et il vous répond : "Je n'ai pas compris votre question. Souhaitez-vous consulter la fiche technique sur l'imposition des plus-values lors de la vente de chevaux de course en zone franche ?" Non, Jean-Michel Algorithme, je veux juste savoir si je vais finir en prison ou non !

Le climax du jeu, c'est le bouton "Valider". C'est le combat contre le boss final. Le moment où la musique devient épique, où vos mains deviennent moites. Vous cliquez. Un cercle tourne. Il tourne encore. Le temps s'étire. Votre vie défile devant vos yeux. Vous revoyez ce kebab acheté sans ticket de caisse en 2018. Est-ce que c'est ça qui va me faire plonger ? Et soudain, le message apparaît : "Votre déclaration a été prise en compte. Un accusé de réception vous a été envoyé."

Vous avez gagné ? Non. Vous avez juste survécu au tutoriel. Car dans quelques mois, vous recevrez peut-être ce que les gamers appellent un "DLC non sollicité" : la demande de pièces justificatives. C'est le mode "New Game Plus". C'est là que l'interface devient encore plus cryptique, vous demandant de télécharger des PDF qui ne doivent pas dépasser 2 Mo alors qu'ils font tous 2,1 Mo par la seule force du

Saint-Esprit.

Pourquoi un tel design ? Pourquoi cette souffrance ? Parce que le site des impôts est un rite de passage. Il est là pour vous rappeler que votre relation avec l'État n'est pas une transaction commerciale, c'est une relation de soumission mystique. Si l'interface était fluide, si c'était aussi simple que de commander une pizza, vous ne ressentiriez pas le poids du sacrifice. Vous ne comprendriez pas la solennité de l'impôt. Il faut que ça pique. Il faut que vous ayez l'impression d'avoir résolu l'énigme du Sphinx pour avoir le droit de donner la moitié de votre bonus de fin d'année.

Alors, la prochaine fois que vous vous retrouverez face à une page d'erreur 404 au milieu de votre déclaration de revenus, ne jetez pas votre ordinateur par la fenêtre. Respirez. Imaginez que vous êtes un explorateur dans une jungle de pixels gris. Vous n'êtes pas en train de remplir un formulaire ; vous êtes en train de jouer votre rôle dans la grande simulation nationale. Vous êtes le héros d'une quête épique dont la seule récompense est le droit de recommencer l'année prochaine.

Et rappelez-vous : dans ce jeu, il n'y a pas de code de triche. Le "Konami Code" sur le site des impôts ne vous donne pas des vies infinies. Il déclenche juste un contrôle fiscal automatique sur les dix dernières années. Alors, gardez votre calme, cliquez sur "Enregistrer le brouillon", et n'oubliez pas de remercier l'administration pour cette opportunité unique de tester vos limites cognitives. Après tout, c'est la seule aventure où, même quand vous gagnez, vous finissez avec moins d'or dans votre inventaire qu'au début de la partie. C'est ça, la magie du service public numérique.

Chapitre 3

La Taxe Foncière : Louer sa propre maison à l'État

Félicitations. Vous y êtes. Après trente ans à manger des pâtes premier prix et à expliquer à vos enfants que les vacances dans le jardin, « c'est là qu'on se forge les meilleurs souvenirs », vous avez enfin envoyé le dernier chèque à la banque. Le crédit est soldé. L'acte notarié, ce parchemin sacré qui a coûté le prix d'une petite citadine en frais de dossier, trône dans un cadre au-dessus de la cheminée. Vous vous sentez comme le Roi Soleil dans la galerie des Glaces. Vous caressez vos murs avec l'émotion d'un amant retrouvé. « C'est à moi », murmurez-vous avec un trémolo dans la voix. « Tout ça, c'est à moi. Les briques, les tuiles, la moisissure dans la cave et même cette fuite dans les chiottes que je n'ai jamais réparée. Je suis enfin maître chez moi. »

C'est à ce moment précis, alors que vous débouchez une bouteille de mousseux pour fêter votre souveraineté territoriale, qu'un petit rectangle de papier atterrit dans votre boîte aux lettres. C'est la Taxe Foncière.

Et là, mes chers amis, vous comprenez la grande blague cosmique de notre système social. Vous venez de découvrir que le titre de « propriétaire » est en réalité un abus de langage, une coquetterie sémantique destinée à vous faire oublier que vous n'êtes, au fond, qu'un locataire très haut de gamme. Bienvenue dans le concept révolutionnaire de la location à perpétuité d'un bien que vous avez déjà acheté.

Imaginez la scène. Vous allez chez le concessionnaire. Vous achetez une voiture. Vous la payez rubis sur l'ongle. Le vendeur vous sourit, vous donne les clés, puis ajoute : « Très bien, maintenant, chaque année, vous devrez me verser 10 % du prix de la voiture pour avoir le droit de la laisser garée dans votre propre garage. Si vous ne

payez pas, je reprends la voiture et je vous laisse les pneus. » Vous appelleriez la police, n'est-ce pas ? Vous hurleriez à l'extorsion de fonds. Eh bien, quand c'est l'État qui le fait, on appelle ça le « pacte républicain ». Et vous devez dire merci, sinon vous manquez de civisme.

La Taxe Foncière est un chef-d'œuvre de l'absurde. C'est le seul abonnement au monde dont vous ne pouvez pas vous désabonner, même si vous n'utilisez plus le service. C'est comme si Netflix vous prélevait 2000 euros par an juste parce que vous avez une télévision dans votre salon, même si vous ne regardez que les mouches voler.

Le calcul de cette taxe relève d'ailleurs de l'alchimie médiévale ou d'un mauvais trip sous LSD. On vous parle de « valeur locative cadastrale ». Derrière ce terme barbare se cache une armée de fonctionnaires qui, dans les années 70 (on soupçonne qu'ils portaient tous des cols pelle à tarte et écoutaient du disco), ont décidé combien votre maison rapporterait si vous la louiez à une famille de nains de jardin. Depuis, les chiffres n'ont pas bougé, sauf pour augmenter « par indexation ». C'est-à-dire que même si votre quartier est devenu une zone de guerre, que le voisin a installé une casse auto dans son jardin et que la voirie n'a pas été refaite depuis la chute du mur de Berlin, votre maison prend de la valeur dans les registres de l'État. Pourquoi ? Parce que le papier ne ment jamais, surtout quand il a faim.

Regardons la réalité en face : la Taxe Foncière est une rançon. C'est le « pizzo » de la mafia, mais avec un logo Marianne en haut à gauche. C'est le prix que vous payez pour que l'État ne vous expulse pas de chez vous. Car c'est là toute la beauté du dispositif : si vous ne payez pas votre loyer à l'État, l'État vend votre maison pour se payer. Vous avez passé trente ans à trimer pour un toit ? L'État peut vous le retirer en trois lettres recommandées parce que vous n'avez pas payé la redevance pour le trottoir sur lequel vous ne marchez même pas puisque vous prenez la voiture pour ne pas vous faire agresser.

Et que finance-t-on avec cette dîme moderne ? On nous explique doctement que c'est pour les « services de proximité ». Lesquels ? Ah, les fameux lampadaires qui s'éteignent à 22h pour « sauver la planète » (et surtout pour que vous ne voyiez pas l'état de la chaussée). Les écoles où vos enfants apprennent que l'argent pousse dans les arbres administratifs. Les parcs où le seul jeu autorisé est de ramasser les déjections canines des autres. C'est un concept magnifique : vous payez pour avoir le privilège d'habiter dans une commune qui utilise votre argent pour construire des ralentisseurs tous les dix mètres, afin de s'assurer que vous ne quitterez pas la ville trop vite le jour où vous réaliserez l'ampleur de l'arnaque.

Il y a une dignité certaine à se faire plumer de la sorte. Il faut un flegme britannique pour recevoir son avis d'imposition en octobre — le mois où le moral tombe avec les feuilles — et se dire : « Tiens, cette année, je vais offrir une nouvelle aile à la mairie au lieu de refaire mon isolation thermique. C'est mon côté philanthrope forcé. »

Le plus drôle, c'est le sentiment de culpabilité qu'on essaie de vous inoculer. Si vous râlez, on vous traite d'égoïste. « Mais monsieur, cet argent sert à construire des crèches ! » Ah, les crèches. L'argument nucléaire. Le bouclier humain à base de bébés en couches. Dès que vous questionnez l'utilité de verser un treizième mois à l'administration fiscale, on vous balance un nouveau-né à la figure. On ne vous dit jamais que votre taxe foncière sert aussi à financer le rond-point en forme de saucière géante à l'entrée de la zone industrielle ou la énième étude de faisabilité sur le sexe des anges dans les budgets participatifs. Non, c'est pour les crèches. Toujours.

Alors, comment vivre cela avec panache ?

Tout d'abord, changez votre vocabulaire. Ne dites plus « ma maison ». Dites « le bien que je garde gracieusement pour le compte du Trésor Public ». Ça enlève un poids. Vous n'êtes plus un propriétaire harcelé, vous êtes un gardien de musée non rémunéré. Vous entretenez les murs, vous tondez la pelouse, vous réparez la toiture, et en échange, l'État vous autorise à dormir dedans contre un petit versement annuel. C'est

presque du mécénat.

Ensuite, appréciez l'ironie de la situation. Vous êtes le seul être vivant capable de payer des taxes sur de l'argent que vous n'avez pas (votre maison n'est pas de l'argent liquide, à moins de vendre une brique chaque mois pour acheter du pain) et sur une valeur imaginaire. Vous êtes dans la virtualité pure. Votre maison est un NFT géant, sauf que le gaz n'est pas inclus et que le gouvernement possède la clé privée.

Enfin, adressez-vous à vos invités avec cette morgue délicieuse des gens qui n'ont plus rien à perdre : « Entrez, entrez donc dans ma résidence secondaire d'État. Admirez ce salon que je loue au prix fort à la municipalité. Ne touchez pas trop aux murs, j'ai peur que le cadastre n'augmente la valeur locative si la peinture est trop propre. »

Il faut imaginer le propriétaire foncier comme un Sisyphe moderne. Chaque année, il pousse son rocher (le chèque de taxe) jusqu'au sommet de la montagne fiscale. Et chaque année, la montagne grandit un peu plus, parce que le maire a décidé d'installer des caméras de surveillance pour filmer les gens qui ne ramassent pas les crottes de chien (payées par votre taxe, suivez un peu).

La Taxe Foncière est l'ultime test de votre capacité à rester un citoyen calme. C'est un rappel constant que, sur cette terre, rien ne vous appartient vraiment, à part peut-être vos dettes. Même le sol sous vos pieds est sous licence d'exploitation. Vous êtes un avatar dans un jeu vidéo dont les développeurs augmentent le prix du skin chaque saison sans jamais corriger les bugs de la voirie.

Alors, la prochaine fois que vous ouvrirez ce courrier fatidique, ne pleurez pas. Ne jetez pas votre avis d'imposition dans la cheminée (le papier brûle mal et la fumée pourrait alerter les inspecteurs de l'environnement). Souriez. Redressez la tête. Vous êtes un pilier de la société. Un pilier qui se fait grignoter par les termites administratifs, certes, mais un pilier quand même. Payez avec la superbe d'un

aristocrate qui jette des pièces à la populace, même si la populace, c'est un algorithme à Bercy, et que les pièces, c'est votre budget vacances.

Après tout, c'est ça l'art de se faire plumer avec dignité : savoir que l'on se fait avoir, comprendre comment, et continuer à cirer ses chaussures pour aller porter le chèque soi-même, avec le sentiment du devoir accompli. Car n'oubliez jamais : si vous n'étiez pas là pour payer le loyer de votre propre maison, qui le ferait ? L'État ? Ne soyez pas ridicule. L'État n'a pas d'argent. Il n'a que le vôtre. Et il compte bien sur votre sens de l'hospitalité pour continuer à habiter chez vous, sans jamais participer aux frais de ménage.

Chapitre 4

La TVA : Le Pickpocket Invisible de votre Panier de Courses

Imaginez la scène. Vous êtes au supermarché, un mardi soir pluvieux. Vous poussez ce chariot dont la roue avant droite a décidé de mener une vie de dissidence politique en tirant systématiquement vers le rayon des croquettes pour chat, alors que vous possédez un iguane. Vous déambulez dans les allées, l'esprit embrumé par le calcul mental complexe consistant à savoir si trois paquets de pâtes en promotion coûtent réellement moins cher qu'un seul paquet acheté avec votre dignité intacte.

Ce que vous ne voyez pas, c'est l'invité mystère. Juste là, entre vous et la boîte de thon au naturel. Il est invisible, il ne sent pas le soufre (quoi que), et il ne porte pas de brassard orange marqué « Douanes ». Pourtant, il est là. Il a un petit panier, lui aussi. Et à chaque fois que vous déposez un article dans le vôtre, il prélève sa dîme avec l'agilité d'un pickpocket de haut vol qui aurait fait ses classes dans une école de magie à Las Vegas.

Mesdames et Messieurs, sous vos applaudissements polis et vos soupirs résignés, voici la Taxe sur la Valeur Ajoutée. La TVA. Le seul impôt au monde qui parvient à vous faire les poches pendant que vous hésitez entre le beurre doux et le beurre demi-sel, sans même vous demander votre avis d'imposition.

La TVA, c'est le génie français exporté dans le monde entier. Inventée par un certain Maurice Lauré en 1954 — un homme qui devait probablement détester les fins de mois paisibles —, elle repose sur un concept d'une simplicité diabolique : puisque les gens rechignent à signer un gros chèque une fois par an pour financer les ronds-points en forme d'art abstrait, on va leur piquer des miettes, tout le temps, partout, sur tout. C'est la mort par mille coupures de papier. Sauf que le papier, c'est votre ticket de

caisse.

Prenons l'exemple de la pizza, puisque c'est le symbole universel de la reddition culinaire du dimanche soir. Vous commandez une « Reine ». Dans votre esprit, vous payez pour de la pâte, de la tomate, du jambon et un fromage dont l'origine industrielle est couverte par le secret défense. Mais avant même que le livreur n'ait posé son pied sur votre paillason, l'État s'est déjà servi.

C'est là que le « Faux sérieux académique » entre en jeu pour nous expliquer la subtilité du vol. Si vous emportez votre pizza pour la manger chez vous, affalé dans votre canapé en slip devant un documentaire sur les loutres, l'État considère que c'est de la « consommation immédiate » mais avec une indulgence pour votre paresse : 5,5 % ou 10 % selon l'humeur des décrets. Mais si vous avez l'audace de vous asseoir dans la pizzeria, de salir une serviette en papier et d'utiliser une fourchette en métal, alors là, mon ami, vous entrez dans le luxe. Vous êtes un monarque. Et pour ce privilège de poser vos fesses sur une chaise en skaï, l'État réclame 20 %.

Vous comprenez la logique ? La pizza est la même. L'indigestion sera la même. Mais la position de votre bassin dans l'espace au moment de l'ingestion détermine le montant du racket. C'est du yoga fiscal.

La TVA est le seul impôt qui traite le SDF et le milliardaire avec une égalité qui donnerait des frissons à Robespierre. Quand vous achetez une brosse à dents, vous payez 20 % de taxe. Que vous soyez en train de brosser des dents en or massif ou les trois pauvres survivantes d'une vie de privations, l'État s'en fiche. Il veut sa part de plastique et de poils en nylon. C'est l'équité absolue dans la tonte : tout le monde passe à la tondeuse, et on ne trie pas la laine.

Mais là où l'art de se faire plumer atteint des sommets de virtuosité, c'est dans la structure même du prix. Sur votre étiquette, c'est écrit « 1,20 € ». C'est propre. C'est rond. On dirait un prix honnête. Mais derrière, dans les coulisses du théâtre de

l'absurde, il y a le « HT » et le « TTC ».

Le « Hors Taxe » est le prix réel de la chose, dans un monde imaginaire où le gouvernement vivrait de d'amour et d'eau fraîche. Le « Toutes Taxes Comprises » est le prix de la réalité brutale. Nous avons été tellement bien dressés que nous ne regardons même plus la différence. Nous acceptons de payer des taxes sur la taxe. Car oui, chers lecteurs, n'oublions pas que sur certains produits, comme l'essence, vous payez de la TVA sur la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques. C'est une mise en abyme. C'est le *Inception* de la fiscalité. On taxe le fait que vous soyez déjà taxé. À ce niveau-là, ce n'est plus de l'administration, c'est de l'art conceptuel.

Et que dire de l'intermédiaire ? Dans ce braquage permanent, le commerçant est votre complice involontaire. La caissière, avec son sourire fatigué et son scanneur qui fait « bip », n'est pas seulement une employée de la grande distribution. C'est un agent de perception non rémunéré par l'État. À chaque « bip », elle transfère une micro-portion de votre sueur vers le grand tonneau sans fond des finances publiques. Elle est le percepteur en tablier, l'huissier caché derrière les promos sur les yaourts.

Le plus drôle — si l'on possède un sens de l'humour très particulier, proche de celui d'un bourreau médiéval — reste la classification des produits. C'est là que l'État s'amuse vraiment avec nos nerfs.

Pourquoi l'eau est-elle taxée à 5,5 % (produit de première nécessité) mais que le chocolat est à 20 % ? Sauf s'il est noir. Ou s'il est au lait mais en forme de tablette. Mais si c'est un bonbon de chocolat, ça change. On imagine des hauts fonctionnaires à Bercy, entourés de boîtes de Ferrero Rocher, en train de débattre avec le sérieux d'un conclave papal :

— « Alors, le praliné, on le considère comme un besoin vital ou comme une insulte à la République ? »

— « Jean-Pierre, si le sujet peut se manger en moins de deux bouchées, c'est un luxe. On passe à 20. »

C'est ainsi que votre panier de courses devient un champ de mines bureaucratique. Vous pensez acheter de quoi survivre une semaine de plus, alors qu'en réalité, vous êtes en train de financer la moquette d'une sous-préfecture en Lozère sans même avoir été consulté sur la couleur.

Mais attention, restons dignes. C'est le cœur du sujet.

L'art de se faire plumer avec dignité exige que vous ne fassiez pas de scène à la caisse. Ne commencez pas à expliquer à la dame derrière vous que son paquet de couches-culottes contient 10 % de pur don à la patrie. Elle s'en fiche, elle veut juste rentrer chez elle.

Soyez cet aristocrate de la consommation. Quand le montant s'affiche — « 84,50 € » — ne regardez pas le détail. Ne cherchez pas à savoir que sur ces 84 euros, il y en a 14 qui vont partir directement dans le vortex. Payez avec cette assurance tranquille de celui qui sait qu'il est le mécène invisible de l'Éducation Nationale, de l'Armée de Terre et du salaire des gens qui décident de la taille des concombres à Bruxelles.

Dites-vous bien une chose : si l'État s'invite à votre dîner pour croquer dans votre pizza, c'est parce qu'il vous aime. Il vous aime tellement qu'il veut être présent à chaque instant de votre vie. De votre premier biberon (taxé) à votre dernier cercueil (taxé aussi, et pas qu'un peu, le passage de l'autre côté étant considéré comme une prestation de service soumise au taux normal).

La TVA est le lien ultime qui nous unit tous. C'est la preuve que, peu importe vos opinions politiques, vous êtes, au fond, un grand philanthrope. Un philanthrope malgré lui, certes, mais un philanthrope quand même. Chaque fois que vous achetez un rouleau de papier toilette, vous faites un geste pour la France. Vous essuyez, au sens propre comme au figuré, les dettes de la nation.

Alors, la prochaine fois que vous ouvrirez cette boîte de pizza et que vous constaterez

qu'il manque un peu de fromage sur les bords, ou que la garniture semble moins généreuse que sur la photo, ne blâmez pas le pizzaiolo. Imaginez simplement qu'un inspecteur des finances, quelque part dans un bureau gris, est en train de savourer votre pepperoni avec une pointe de sel, tout en rédigeant une circulaire sur la taxation des produits à base de pâte levée.

Souriez. Payez. Et surtout, ne demandez jamais le ticket. C'est là que se trouve la preuve du crime, et la dignité consiste justement à ignorer le couteau que l'on a dans le dos tant que le manche est assorti à notre veste.

Chapitre 5

Le Quotient Familial : Faire des enfants pour le profit (théorique)

Regardez bien cet enfant qui dort paisiblement dans son berceau, une trace de purée de carotte sur le menton et un air d'innocence qui pourrait désarmer une brigade de CRS en plein mois de mai. Pour vous, c'est le fruit de l'amour, la prunelle de vos yeux, le futur prix Nobel qui épongera vos dettes de fin de vie. Pour Bercy, cet enfant est un actif financier complexe à haut risque, une « demi-part » fiscale, un amortissement biologique sur pattes dont la principale fonction est de faire baisser votre curseur d'imposition juste assez pour que vous n'ayez pas envie de vous exiler en Belgique.

Bienvenue dans le monde merveilleux du Quotient Familial, la seule officine de défiscalisation qui nécessite neuf mois de gestation, une péridurale et quinze ans de hurlements au moment de manger des brocolis.

Soyons honnêtes : personne ne fait un enfant « pour les impôts ». Si c'était le cas, cela se saurait. Les experts-comptables seraient les nouveaux conseillers en séduction et Tinder proposerait un filtre « Taux Marginal d'Imposition souhaité ». Pourtant, dès que le test de grossesse vire au bleu, le cerveau du contribuable français — ce muscle atrophié par des années de formulaires Cerfa — se met en marche. Soudain, vous ne voyez plus un nourrisson, vous voyez une niche. Une niche fiscale en body de coton bio.

Le concept est d'une simplicité presque poétique, si l'on considère que la poésie consiste à diviser votre revenu par un chiffre arbitraire pour éviter que l'État ne vous demande votre rein gauche en guise d'acompte provisionnel. C'est le génie français :

plus vous avez de bouches à nourrir, moins on vous prend d'argent pour acheter du pain. C'est une incitation à la procréation de masse déguisée en geste humanitaire. L'État vous tape sur l'épaule et vous murmure : « Allez, champion, fais-nous un petit troisième, et je t'offre une réduction sur ton impôt sur le revenu qui couvrira presque trois semaines de crèche. C'est cadeau. »

Mais c'est là que le bât blesse, et c'est là que votre dignité de « plumé volontaire » entre en jeu. Car le calcul est, disons-le, légèrement biaisé.

Faisons un point comptable rapide. Pour obtenir cette précieuse demi-part supplémentaire, vous devez investir. Et l'investissement initial est colossal. On parle de la poussette « tout-terrain » à 1 200 euros — indispensable pour affronter les trottoirs parisiens alors qu'elle a été conçue pour gravir l'Everest —, du siège auto avec fixation ISOFIX qui coûte le prix d'une petite berline d'occasion, et bien sûr, de l'abonnement illimité à une marque de couches dont le prix au kilo dépasse celui du homard bleu de Bretagne.

Le fisc, dans sa grande mansuétude, plafonne l'avantage lié à cette demi-part à environ 1 600 euros par an (pour les plus chanceux d'entre vous). 1 600 euros. Divisez cela par douze. Vous obtenez environ 133 euros par mois. C'est votre « dividende de paternité ». 133 euros pour compenser le fait qu'un petit être humain vient de pulvériser votre cycle de sommeil, votre vie sociale, la propreté de votre canapé en daim et votre capacité à prononcer une phrase entière sans dire « c'est qui le gentil toutou ? ».

Si vous étiez un trader à la City, vous jetteriez ce produit financier par la fenêtre en hurlant à l'arnaque à la Ponzi. Mais vous êtes un parent français. Vous regardez votre déclaration de revenus, vous voyez la ligne « Nombre de personnes à charge : 1 », vous constatez que votre impôt a baissé du prix d'un demi-café par jour, et vous vous sentez comme George Soros après un coup de maître sur le yen. Vous avez optimisé. Vous avez « niqué le système ».

La véritable tragédie grecque de la fiscalité familiale, c'est le passage au troisième enfant. Là, on ne rigole plus. On passe à la « part entière ». C'est le Graal. C'est le moment où vous devenez officiellement une famille nombreuse, avec la carte de réduction SNCF qui va avec, vous permettant de traverser la France pour 40 euros à condition de voyager un mardi gras entre 3h et 4h du matin dans un wagon sans chauffage.

Le troisième enfant est le « booster » de votre moteur fiscal. C'est celui qui vous permet de changer de tranche, de respirer, de vous dire que, peut-être, vous allez pouvoir racheter du fromage à la coupe. Mais c'est aussi celui qui vous oblige à acheter un monospace. Et le monospace, mes amis, c'est la mort de l'âme. C'est le cercueil de votre virilité (ou de votre féminité conquérante) sur quatre roues, doté de quatorze porte-gobelets et d'un coffre assez grand pour transporter votre désespoir et trois sacs de football. L'économie fiscale réalisée est immédiatement réinjectée dans le carburant de ce paquebot routier et dans l'achat de boîtes de Doliprane en format industriel.

L'État est un croupier magnifique. Il vous laisse gagner quelques mains pour vous garder à la table. Il vous octroie des « crédits d'impôt » pour la garde d'enfants. Quel terme sublime ! On dirait que l'État vous prête de l'argent. En réalité, il vous rend une infime partie de ce qu'il vous a pris, à condition que vous remplissiez un dossier de vingt-quatre pages et que vous prouviez que la baby-sitter n'est pas votre propre grand-mère déguisée en étudiante moldave.

Et n'oublions pas le "Plafonnement du Quotient Familial". C'est la petite clause écrite en gris clair en bas du contrat de la vie. Si vous gagnez "trop" d'argent (selon les standards d'un inspecteur des finances qui vit en colocation avec son chat), l'État estime que votre enfant ne vaut plus 1 600 euros de réduction, mais moins. Car, c'est bien connu, les enfants des riches mangent des diamants et n'ont pas besoin de réduction fiscale. À ce stade, votre progéniture devient un luxe ostentatoire, une sorte

de yacht biologique pour lequel vous devez payer une taxe de luxe déguisée.

Alors, pourquoi continue-t-on ? Pourquoi sourit-on en recevant cet avis d'imposition qui nous rappelle que notre petit dernier nous a "rapporté" moins qu'un placement foireux en cryptomonnaie ?

Parce que la dignité, c'est de transformer la servitude en stratégie. La dignité, c'est de regarder votre fils de huit ans renverser son verre de jus d'orange sur votre clavier d'ordinateur et de vous dire : « C'est pas grave, mon cœur, tu es une déduction fiscale à long terme. » C'est de voir votre fille demander des cours d'équitation à 800 euros le trimestre et de calculer mentalement si on peut faire passer le poney en « frais réels » ou en « emploi d'un salarié à domicile » (le poney tond la pelouse, après tout).

Le Quotient Familial est le dernier refuge du romantique bureaucratique. C'est la preuve que l'amour a un prix, et que ce prix est fixé par un algorithme à Nantes. C'est la réalisation sublime que nous ne sommes pas seulement des parents, nous sommes des gestionnaires de portefeuilles humains.

Quand vous irez chercher vos enfants à l'école ce soir, ne les voyez pas comme des sources de fatigue. Voyez-les comme des boucliers humains face à la voracité du Trésor Public. Embrassez-les sur le front. Non pas parce qu'ils sont mignons, mais parce qu'ils sont votre seule défense contre le passage à la tranche supérieure.

Et si un jour, l'un d'eux vous demande : « Papa, maman, pourquoi vous m'avez fait ? », répondez-lui avec toute la solennité que requiert votre rang de contribuable exemplaire :

— Pour la France, mon chéri. Et pour éviter que le précepteur ne saisisse la machine à café.

C'est ça, l'art de se faire plumer avec dignité. C'est savoir que la boîte de couches coûte 30 euros, que la réduction d'impôt en rapporte 12, et conclure que vous avez

fait une affaire exceptionnelle. Car au fond, le profit n'est pas dans le portefeuille. Il est dans cette délicieuse illusion que vous avez un tout petit peu triché, alors qu'en réalité, vous êtes le seul joueur à la table qui paie les boissons de tout le casino, tout en étant ravi qu'on lui ait offert un jeton gratuit pour faire un tour de manège.

Chapitre 6

L'Audit Fiscal : Une Séance de Proctologie Administrative

Respirez. Sentez-vous cette odeur ? Ce n'est pas le parfum délicat des premiers lilas du printemps, ni celle, plus musquée, de votre banquier qui essaie de vous vendre une assurance-vie pour votre chat. Non, c'est l'odeur de la sueur froide mêlée à celle du papier recyclé de mauvaise qualité. C'est l'arôme inimitable d'une convocation de la Direction Générale des Finances Publiques.

Si vous lisez ces lignes, c'est que vous avez probablement reçu une lettre recommandée dont l'en-tête ressemble étrangement à une condamnation à mort, mais avec plus de chiffres après la virgule. Félicitations : vous êtes l'heureux élu d'un audit fiscal. Autrement dit, l'État a décidé de pratiquer sur votre comptabilité une séance de proctologie administrative, sans anesthésie, mais avec une curiosité scientifique tout à fait fascinante.

L'inspecteur des finances, appelons-le Monsieur Verjus — parce qu'il a le teint d'un raisin qui n'a jamais vu le soleil et l'acidité d'un vinaigre oublié au fond d'un placard —, n'est pas là pour vous aider. Il n'est pas non plus là pour vous nuire, du moins pas consciemment. Il est investi d'une mission divine : vérifier si le café que vous avez bu le 14 mars 2019 à 10h22 était réellement un « besoin impérieux lié à l'exploitation de votre entreprise » ou une tentative éhontée de déstabiliser l'équilibre budgétaire de la République Française.

Imaginez la scène. Monsieur Verjus s'assoit en face de vous. Il porte un costume d'un gris si neutre qu'il pourrait servir de fond pour des tests de colorimétrie. Il sort un stylo quatre couleurs — l'arme absolue du bureaucrate — et vous regarde avec l'expression d'un chat qui vient de trouver un trou de souris particulièrement

prometteur dans le mur de votre salon.

— Monsieur, dit-il d'une voix monocorde qui pourrait endormir une colonie de suricates en plein caféine-party, je vois ici une note de frais de 2,40 euros. Un expresso. Consommé dans une gare. Un mardi.

Vous souriez. C'est votre premier réflexe. C'est le sourire du condamné qui espère que la guillotine est mal affûtée.

— Ah, oui ! Un rendez-vous client, Monsieur Verjus. Un moment charnière pour la boîte.

— Le client était-il présent ? demande Verjus en ajustant ses lunettes, lesquelles semblent posséder une fonction « détection de mensonge par infrarouge ».

— Physiquement ? Non. Mais nous étions en communion spirituelle par la pensée. C'était une préparation mentale.

Verjus note quelque chose dans un carnet. En rouge. Le rouge, en comptabilité, c'est la couleur du sang, mais en plus définitif.

C'est ici que l'art de se faire plumer avec dignité prend tout son sens. Garder son calme face à un homme qui traite vos factures de boulangerie comme des manuscrits de la Mer Morte est une discipline olympique qui mériterait sa propre médaille de bronze (puisque l'or et l'argent ont déjà été saisis par le fisc).

La première règle de survie lors d'un audit est la « Dissociation Cognitive Administrative ». Vous devez vous convaincre que vous n'êtes pas là. Votre corps est assis sur cette chaise en simili-cuir qui grince, mais votre esprit est ailleurs. Vous êtes un aigle. Vous survolez les Alpes. Vous n'avez pas de numéro de SIRET. Vous n'avez pas de TVA collectée. Vous êtes libre. Pendant ce temps, Monsieur Verjus épluche votre relevé bancaire de mars 2019 et s'arrête, le doigt tremblant d'une excitation contenue, sur une ligne suspecte.

— « Achat de trombones : 4,50 euros ». Monsieur, où sont ces trombones ? Je ne les vois pas dans vos stocks actuels.

Ne paniquez pas. Ne lui dites pas que vous les avez utilisés pour fabriquer des colliers de fortune avec votre fille de trois ans — celle-là même qui vous sert de bouclier fiscal. Répondez avec la solennité d'un ministre de l'Intérieur en pleine tourmente : — Ils ont été déployés de manière stratégique dans les archives, Monsieur Verjus. Leur mission est terminée. Ils ont été archivés avec les dossiers qu'ils maintenaient. C'est une consommation structurelle.

L'inspecteur n'est pas dupe. Il sait que vous mentez. Vous savez qu'il sait. C'est un tango érotico-administratif où personne ne finit au lit, mais où tout le monde finit épuisé. Le but de Verjus est de trouver « La Faille ». Ce n'est jamais le gros détournement de fonds à la Panama Papers — vous n'avez pas les moyens de vous offrir les avocats pour ça. Non, ce qu'il cherche, c'est la petite erreur. Le ticket de parking illisible. La facture d'électricité de votre bureau qui inclut étrangement la consommation de votre cave à vin personnelle.

Il faut comprendre la psychologie de l'auditeur. Cet homme passe sa vie à regarder des colonnes de chiffres qui s'équilibrent. Son seul frisson, son seul moment d'adrénaline pure, c'est quand une colonne ne s'équilibre plus. Quand il trouve un écart de 12 centimes, son cœur bat à 140. Pour lui, c'est comme s'il venait de démanteler un cartel de la drogue colombien.

Vers 11h30, la tension monte d'un cran. On entre dans la phase dite de « L'Exploration Rectale par l'Archive ». Verjus exige de voir le grand livre de l'année 2019. Vous savez, cette année où vous pensiez que « ranger » signifiait « tout mettre dans une boîte à chaussures au-dessus du chauffe-eau ».

Il plonge la main dans la boîte. Il en ressort un morceau de papier thermique jauni, à moitié effacé, qui ressemble à une relique médiévale.

— C'est quoi ça ? demande-t-il, un sourcil levé.

— Ça ? C'est... une preuve de ma bonne foi, Monsieur l'Inspecteur.

— On dirait une facture de kebab, dit-il avec un mépris souverain.

— C'était un déjeuner d'affaires stratégique. Nous discussions de l'expansion du

marché de la sauce samouraï dans le tertiaire. Un secteur d'avenir.

C'est là que le concept de dignité intervient. Un homme indigne s'effondrerait. Il pleurerait. Il avouerait tout : les stylos volés à la banque, les kilomètres fictifs pour aller voir sa belle-mère, le fait qu'il n'a jamais vraiment compris comment fonctionne la retenue à la source. Mais pas vous. Vous, vous restez droit. Vous le regardez dans les yeux et vous lui servez un café (que vous ne déduirez pas, cette fois, par pure élégance).

Il y a une beauté tragique dans l'audit fiscal. C'est le seul moment où l'État s'intéresse vraiment à vous, de manière intime. Pour votre conjoint, vous êtes celui qui oublie de sortir les poubelles. Pour vos enfants, vous êtes un distributeur de glaces sur pattes. Mais pour Monsieur Verjus, vous êtes un contributeur central à la pérennité du modèle social français. Vos 4,50 euros de trombones sont les briques invisibles qui tiennent les hôpitaux et les écoles. Quand il vous redresse de 200 euros, il n'est pas en train de vous voler ; il est en train de vous sacrer « citoyen d'élite ». Vous financez peut-être trois centimètres carrés de goudron sur une route départementale dans la Creuse, et c'est une pensée qui devrait vous remplir d'une fierté indescriptible.

L'audit dure généralement trois jours. Trois jours durant lesquels vous allez développer un syndrome de Stockholm foudroyant. À la fin du deuxième jour, vous surprendrez à proposer à Monsieur Verjus de partager vos biscuits (ceux que vous avez achetés avec votre propre argent, vous avez appris la leçon). Vous commencerez à apprécier la précision de ses remarques sur l'amortissement des machines à café. Vous vous direz : « Quel homme... Quelle rigueur... Si seulement j'avais son sens de la virgule, ma vie serait une symphonie de classeurs bien rangés. »

Et puis vient le moment de la sentence. La notification de redressement.

C'est un document poétique, rempli de termes comme « réintégration », « majoration de retard » et « mauvaise foi manifeste ». Ce dernier terme est mon préféré. « Mauvaise foi ». Comme si le fisc s'immisçait dans votre moralité religieuse. Le fisc

ne vous reproche plus seulement d'avoir mal compté, il vous reproche d'être une mauvaise personne. Vous êtes un pécheur comptable.

Mais en signant le chèque de régularisation, faites-le avec un sourire. Ne tremblez pas. Ne montrez aucune amertume. C'est le prix du spectacle. Vous avez eu droit à une performance privée de trois jours par l'un des acteurs les plus rigoureux de la fonction publique française.

Dites-vous bien que cet argent part vers un but noble. Une partie servira à imprimer de nouveaux formulaires pour le prochain audit de votre voisin. Et c'est ça, la véritable dignité : savoir que vous faites partie d'un cycle éternel. Un cycle où l'on vous tond régulièrement pour que la laine puisse servir à tricoter des pulls pour ceux qui vous tondront l'année suivante.

En sortant du bureau de l'inspecteur, respirez l'air pur. Vous êtes plus léger. Certes, c'est parce que votre compte en banque a subi une liposuccion sévère, mais c'est aussi parce que vous n'avez plus rien à cacher. Jusqu'à l'année prochaine, du moins. Car dans le fond de votre tiroir, il y a déjà un ticket de caisse pour une boîte de chocolats notée en « frais de prospection ».

Et ça, Monsieur Verjus ne le saura que dans trois ans. C'est ça, l'art de vivre. C'est ça, l'art de se faire plumer avec le panache d'un cygne qui, tout en perdant ses plumes, continue de glisser majestueusement sur l'étang trouble de l'administration française.

Chapitre 7

Les Tranches d'Imposition : Le Plafond de Verre du Succès

Félicitations. Vous venez de recevoir cette fameuse tape dans le dos, celle qui résonne comme le glas de votre insouciance financière. Votre patron, monsieur Delarue — un homme dont le sourire est aussi sincère qu'une promesse de campagne électorale — vous a convoqué dans son bureau. Entre un café lyophilisé et une remarque sur la « résilience de l'entreprise », il a lâché la bombe : vous êtes promu. Vous passez « Cadre Supérieur de la Gestion des Flux ». Pour fêter ça, il vous octroie une augmentation de 500 euros brut par mois.

Dans votre tête, c'est le carnaval de Rio. Vous visualisez déjà cette nouvelle machine à espresso qui moule le grain avec le silence d'un prédateur nocturne, ou peut-être ce week-end à Venise où vous pourrez enfin regarder les pigeons sans avoir l'impression de partager leur régime alimentaire. Vous sortez du bureau avec la démarche d'un conquérant romain rentrant de Gaule. Vous êtes le roi du monde. Vous êtes le succès incarné.

Puis, vient le premier bulletin de paie de cette nouvelle ère.

C'est là, dans le silence de votre salon, entre une facture d'électricité qui a pris l'ascenseur et une publicité pour des vacances que vous ne prendrez jamais, que se produit le Grand Choc Thermique. Vous regardez la ligne « Net à payer ». Vous plissez les yeux. Vous vérifiez si votre imprimante n'a pas manqué d'encre. Mais non. Le chiffre est là, implacable, froid comme une lame de guillotine fiscale. Sur vos 500 euros de promotion, après le passage des différentes strates de la solidarité nationale, il vous reste environ de quoi payer deux menus XL dans un fast-food et une recharge pour votre brosse à dents électrique.

Bienvenue dans le monde merveilleux des tranches d'imposition.

Il faut comprendre que l'administration fiscale française a été conçue par des gens qui considèrent que le succès est une maladie dont il faut vous guérir par des saignées régulières. C'est le concept du « plafond de verre ». Mais contrairement au plafond de verre des sociologues qui vous empêche de monter, celui-ci est fait d'un verre poli, incliné à 45 degrés et recouvert de savon noir. Plus vous essayez de grimper, plus vous glissez avec panache vers le point de départ, tout en perdant vos chaussures et votre dignité dans la descente.

En France, le passage à la tranche supérieure est vécu comme une sorte d'initiation mystique. C'est le moment où vous cessez d'être un « citoyen qui contribue » pour devenir un « mécène involontaire du mobilier urbain ». Car posez-vous la question : où va cet argent ? Où vont ces 300 euros de différence qui se sont évaporés entre le bureau de monsieur Delarue et votre compte en banque ?

Ils ne vont pas dans la recherche contre le cancer, ne rêvez pas. Ils ne vont pas non plus pour payer les professeurs de vos enfants, qui continuent de photocopier des exercices sur du papier qui a la texture de la nappe d'un kebab. Non. Votre sueur, vos heures supplémentaires, vos dossiers bouclés à 21h pendant que votre conjoint(e) regardait une série Netflix en soupirant, ont une destination beaucoup plus prestigieuse : le nouveau rond-point de Saint-Rémy-sur-Vise, la commune voisine.

Visualisez ce rond-point. C'est une œuvre d'art contemporaine financée par votre promotion. Au centre, trône une structure en acier galvanisé censée représenter « l'envol de l'espoir », mais qui ressemble furieusement à un étendoir à linge qui aurait survécu à une tornade. C'est votre argent. C'est votre promotion. Chaque fois qu'une Renault Clio défoncée prendra ce virage un peu trop vite, une partie de votre bonus de performance s'envolera dans les gaz d'échappement d'un retraité en route pour le supermarché.

Il y a quelque chose de profondément religieux dans les tranches d'imposition. C'est une forme de réincarnation économique. Votre travail acharné se réincarne en bordures de trottoirs, en ralentisseurs illégaux qui détruisent les amortisseurs de votre propre voiture, ou en une nouvelle salle polyvalente baptisée « Espace Mimosa » où l'on organisera des tournois de loto le dimanche après-midi. Vous êtes un philanthrope malgré vous. Vous êtes le Bill Gates de la voirie départementale.

Certains esprits chagrins appellent cela de la spoliation. Quelle vulgarité ! Appelez ça du « design budgétaire ». L'État français est un artiste, et vous êtes sa toile. Il adore les contrastes. Il adore voir jusqu'où il peut étirer votre sens du civisme avant que vous ne commenciez à stocker de l'or dans des boîtes de conserve enterrées dans votre jardin.

Regardez le tableau des tranches avec admiration. C'est une partition de musique classique. 0 %, 11 %, 30 %, 41 %, 45 %... C'est un crescendo. À 11 %, vous êtes encore un enfant de chœur. À 30 %, vous commencez à avoir la gorge sèche. À 41 %, vous avez l'impression qu'on vous fait un examen proctologique sans vous avoir invité à dîner au préalable. Et à 45 %, vous n'êtes plus un contribuable, vous êtes un actionnaire majoritaire de la dette publique, mais sans le droit de vote et sans les dividendes.

Le plus beau, c'est le saut de tranche. C'est cet instant tragique où, en gagnant 1 000 euros de plus par an, vous perdez le droit à la prime de Noël, à l'aide au logement, au tarif réduit de la cantine et, si vous avez vraiment de la chance, vous devenez éligible à une nouvelle taxe dont vous n'aviez jamais entendu parler, la « Taxe sur les Gens qui se Croient Arrivés ». Au final, gagner plus vous coûte de l'argent. C'est un concept mathématique unique au monde, que les physiciens quantiques étudient pour comprendre comment un objet peut être à la fois plein et vide.

Alors, que faire ? Faut-il refuser la promotion ? Faut-il saboter ses propres dossiers

pour rester dans la tranche des « pauvres méritants » ?

Certes non. Il faut embrasser cette douleur. Il faut porter sa feuille d'imposition comme une légion d'honneur invisible. Quand vous passez devant ce fameux rond-point à 150 000 euros, ne râlez pas. Garez-vous. Sortez de votre voiture. Caressez le bitume. Dites-vous : « Ce gravier, c'est mon séminaire de vente de 2022. Cette bordure en béton, c'est ma prime de fin d'année. Et cette statue moche en fer forgé ? C'est mes vacances à Bali qui ont muté. »

C'est là que réside la véritable dignité. Savoir que l'on travaille pour la collectivité, au point de s'oublier soi-même. Vous ne travaillez pas pour vous. Vous travaillez pour que le maire de Saint-Rémy-sur-Vise puisse inaugurer une fontaine qui ne marchera que deux mois par an. Vous travaillez pour que l'administration puisse imprimer des formulaires de 45 pages destinés à vous demander si vous avez bien déclaré les 15 euros que votre grand-mère vous a glissés dans une carte de vœux.

Le plafond de verre n'est pas là pour vous arrêter, il est là pour vous rappeler que la réussite est une illusion d'optique. Plus vous montez, plus le paysage est beau, mais plus l'air se raréfie. Et l'inspecteur des impôts, tel un sherpa fiscal, est là pour vous alléger de votre oxygène afin que vous ne fassiez pas un malaise lié à l'excès de richesse.

En rentrant chez vous ce soir, regardez votre bulletin de paie avec tendresse. Ne voyez pas ce qui manque. Voyez ce que vous offrez. Vous êtes le sponsor officiel d'un pays qui vit au-dessus de ses moyens, et c'est un rôle magnifique. Vous êtes le mécène d'une bureaucratie qui vous aime tant qu'elle ne peut s'empêcher de fouiller dans vos poches à chaque fois que vous essayez de les remplir.

Après tout, la dignité, c'est savoir garder le sourire quand on s'aperçoit que l'on a payé, avec sa propre sueur, le radar automatique qui vient de vous flasher sur la route du travail. C'est ça, le cycle de la vie. C'est ça, l'excellence à la française. Dormez

tranquille, votre argent est entre de bonnes mains. Pas les vôtres, certes, mais dans des mains qui savent exactement comment le dépenser pour que vous n'ayez jamais à vous soucier de ce que vous pourriez bien faire de tout ce surplus de fortune.

Chapitre 8

La Niche Fiscale : L'Art d'investir dans des yourtes en Creuse

Avez-vous déjà ressenti cette petite décharge d'endorphine, ce frisson quasi érotique qui vous parcourt l'échine lorsque vous entendez le mot « défiscalisation » ? C'est normal. C'est le réflexe de Pavlov appliqué au contribuable français. On peut vous annoncer que votre maison brûle, si un courtier vous glisse à l'oreille que les cendres sont déductibles de l'impôt sur la fortune immobilière, vous esquisserez un sourire satisfait en allant chercher des marshmallows.

Le Français moyen déteste payer des impôts plus qu'il n'aime ses propres enfants. C'est un fait sociologique. Pour éviter de donner 500 euros à l'État, il est prêt à en dépenser 5 000 dans une start-up qui fabrique des brosses à dents pour hamsters en difficulté sociale. C'est ce qu'on appelle l'intelligence financière. Ou, pour être plus précis, l'art de se scier les deux jambes pour économiser sur l'achat d'une paire de chaussettes.

C'est ainsi que naît le mirage de la Niche Fiscale. La Niche, c'est cet endroit merveilleux où l'on vous explique que perdre de l'argent est en réalité une manière subtile d'en gagner. Et quel meilleur terrain de jeu pour cette symphonie du naufrage financier que la Creuse ?

Imaginez la scène. Vous êtes dans un bureau climatisé du 8^e arrondissement de Paris. En face de vous, un jeune homme prénommé Jean-Eudes, dont les dents sont plus blanches que votre avenir financier et dont le costume brille d'un éclat suspect. Jean-Eudes ne vend pas des produits financiers. Il vend des « solutions d'optimisation éco-responsables en zone de revitalisation rurale ». C'est tout de suite plus sexy qu'un livret A, n'est-ce pas ?

« Monsieur, me dit-il avec le regard d'un missionnaire s'apprêtant à évangéliser un sauvage, pourquoi laisser votre argent dormir sur un compte où l'inflation le grignote, alors que vous pourriez devenir le mécène d'un projet de réensauvagement de l'habitat nomade en Nouvelle-Aquitaine ? »

Le projet ? L'investissement locatif dans la yourte de standing en Creuse.

Le concept est d'une pureté cristalline : vous achetez une structure de feutre et de bois flotté, plantée au milieu d'un champ où même les vaches souffrent de dépression saisonnière, et en échange, l'État français, dans un élan de générosité qui devrait normalement alerter n'importe quel individu sain d'esprit, vous accorde une réduction d'impôt immédiate.

« Vous allez économiser 2 000 euros par an sur vos impôts pendant trois ans ! » s'exclame Jean-Eudes en tapotant sa calculette avec la ferveur d'un pianiste virtuose.

C'est là que le piège se referme. Le cerveau du contribuable est ainsi fait qu'il s'arrête au mot « économiser ». Le reste de la phrase — le moment où l'on mentionne que pour économiser ces 2 000 euros, il faut en décaisser 20 000 immédiatement pour acquérir ladite tente mongole — est traité par votre subconscient comme un bruit blanc, une interférence sans importance.

Vous signez. Vous signez avec la fierté d'un homme qui vient de braquer la Banque de France. Vous sortez du bureau en marchant comme une star de cinéma. Vous avez « niqué le système ». Vous imaginez déjà la tête de l'inspecteur des impôts, livide, s'apercevant que cette année, vous ne financerez pas l'intégralité du rond-point Jean-Jaurès de votre commune.

Puis, la réalité arrive. Généralement sous la forme d'une pluie fine et persistante.

Car investir dans une yourte en Creuse, ce n'est pas seulement un acte fiscal, c'est une aventure humaine. Vous décidez d'aller voir votre « actif immobilier ». Après six heures de route, trois pannes de GPS et une rencontre traumatisante avec un sanglier qui semblait avoir de meilleures perspectives de carrière que vous, vous arrivez.

Elle est là. Votre yourte. Elle ressemble à un gros ravioli à la vapeur qui aurait été oublié trop longtemps sur le comptoir d'un traiteur asiatique.

Vous réalisez alors plusieurs choses fondamentales. Premièrement, la yourte est un habitat « nomade ». En français de courtier, cela signifie que dès que le vent souffle à plus de 40 km/h, votre investissement a tendance à vouloir retourner en Mongolie de sa propre initiative. Deuxièmement, la « zone de revitalisation rurale » est un terme administratif pour désigner un endroit où le premier voisin est un chêne centenaire et où le réseau 4G est une légende urbaine racontée par les anciens au coin du feu.

Mais qu'importe ! Vous avez votre réduction d'impôt !

Certes, vous devez payer 1 500 euros par an de « frais de gestion » à une société basée au Luxembourg qui est censée louer votre yourte à des touristes en quête d'authenticité. Des touristes qui, bizarrement, préfèrent généralement passer leurs vacances dans des endroits où l'on ne se réveille pas avec une limace sur le front.

Au bout de deux ans, le bilan comptable est un chef-d'œuvre d'absurdité. Vous avez déboursé 20 000 euros pour l'achat. Vous avez payé 3 000 euros de frais divers. Votre yourte a été louée une seule fois, à un groupe de chamans qui pratiquaient le cri primal à 4h du matin et qui sont partis sans payer, mais en laissant une odeur de sauge brûlée qui a imprégné le feutre pour l'éternité.

Mais vous, vous rayonnez. Pourquoi ? Parce que sur votre avis d'imposition, la ligne « Réduction d'impôt pour investissement locatif » affiche fièrement : - 2 000 €.

C'est le syndrome de Stockholm de la niche fiscale. Vous avez perdu l'équivalent d'une voiture d'occasion de bonne facture, mais vous jubilez parce que vous avez « récupéré » une fraction de votre propre argent que l'État s'apprêtait à vous prendre. C'est comme si un voleur vous dérobait votre portefeuille contenant 500 euros, mais que vous étiez ravi parce qu'en partant, il a fait tomber un ticket de métro. « Je l'ai bien eu ! » vous exclamez-vous en compostant votre titre de transport gratuit.

L'art de se faire plumer avec dignité atteint ici son paroxysme. Car la niche fiscale ne s'adresse pas à votre portefeuille, elle s'adresse à votre ego. Elle vous donne l'illusion d'être dans le secret des dieux, d'appartenir à cette élite de gens « avertis » qui ne subissent pas la fiscalité, mais qui la « pilotent ». Vous ne payez pas d'impôts, vous faites de l'arbitrage. Vous ne possédez pas une tente moisie dans le département le moins peuplé de France, vous gérez un portefeuille d'actifs alternatifs.

Le génie français est là : transformer une perte sèche en une victoire morale.

Un soir, alors que vous essayez d'expliquer à votre banquier pourquoi votre taux d'endettement a explosé alors que votre revenu imposable a baissé, il vous regardera avec une pointe de pitié. Mais vous, vous redresserez la tête. Vous penserez à votre yourte, là-bas, sous la lune creusoise. Vous penserez aux 2 000 euros que vous n'avez pas versés au Trésor Public.

Peu importe que la yourte soit en train de se désintégrer sous l'effet de l'humidité acide des sous-bois. Peu importe que pour la revendre, vous deviez probablement payer quelqu'un pour s'en débarrasser. L'essentiel est ailleurs. L'essentiel, c'est ce sentiment d'insoumission administrative.

Vous êtes un rebelle. Un résistant du formulaire 2042. Un Che Guevara en mocassins qui a choisi de s'auto-ruiner plutôt que de se laisser tondre sans son consentement. Et si c'était ça, la vraie liberté ? Dépenser 20 000 euros pour prouver à l'État qu'il ne pourra pas vous en prendre 2 000 ?

C'est une forme de poésie. Une poésie coûteuse, certes, mais la dignité n'a pas de prix.
Surtout quand elle est défiscalisée à hauteur de 18% sur neuf ans.

Chapitre 9

Le Prélèvement à la Source : L'Amputation Préventive

Imaginez, si vous le voulez bien, que vous vous réveillez un matin après une opération chirurgicale majeure. Vous vous sentez léger, étrangement serein. L'infirmière, dotée d'un sourire aussi blanc que son matricule, s'approche de votre lit et vous annonce avec une douceur onctueuse : « Bonne nouvelle, Monsieur Dupont ! Nous avons procédé à l'amputation préventive de votre bras gauche. Comme ça, vous n'aurez jamais à craindre de vous le casser à l'avenir. C'est beaucoup plus simple pour votre gestion administrative du quotidien, ne trouvez-vous pas ? »

C'est précisément là que réside le génie absolu du Prélèvement à la Source. C'est l'anesthésie financière par excellence, le Valium budgétaire injecté directement dans la veine cave de votre fiche de paie.

Autrefois, le contribuable français vivait une tragédie grecque annuelle. Il y avait un climax, une tension dramatique insoutenable au moment de signer ce chèque rubis sur ongle (souvent avec le sang de ses propres économies) pour le Trésor Public. On sentait passer la douleur. On voyait l'argent quitter le compte, on lui faisait de petits signes d'adieu mouchoir à la main, on pleurait un peu sur le canapé en comptant le nombre de paquets de pâtes premier prix qu'il faudrait ingérer pour survivre jusqu'en décembre. C'était brutal, c'était barbare, mais c'était **réel**.

Aujourd'hui, nous sommes entrés dans l'ère de la dématérialisation de la souffrance. Le fisc ne vous braque plus dans une ruelle sombre une fois par an ; il a désormais installé un péage automatique à l'intérieur même de votre système circulatoire.

Le concept est d'une poésie bureaucratique à couper le souffle : on vous retire

l'argent avant même qu'il n'ait eu le temps de devenir un souvenir. C'est la mort dans l'œuf de toute velléité de consommation. Le « Brut » est devenu une notion abstraite, une sorte de divinité païenne à laquelle on rend hommage une fois par mois, mais que personne n'a jamais rencontrée physiquement. Le « Brut », c'est ce que vous auriez pu être si le monde était juste, si les licornes existaient et si les routes n'avaient pas besoin d'être goudronnées tous les six mois par des cousins du maire.

Regardez votre fiche de paie. C'est un chef-d'œuvre d'art cryptique. Entre le "Salaire Brut", qui trône en haut comme une promesse électorale, et le "Net à Payer", qui gît en bas comme un survivant d'un naufrage, il se passe des choses innommables. C'est une véritable boucherie charcutière. On y découpe des tranches de CSG, on y prélève des copeaux de CRDS, on y saupoudre des cotisations diverses et variées dont le nom ressemble à des maladies tropicales. Et au milieu de ce carnage, tel un prédateur silencieux tapi dans les hautes herbes, surgit le Prélèvement à la Source.

Le génie de l'administration est d'avoir compris que l'être humain est une créature de l'instant. Si vous ne touchez pas l'argent, vous n'avez pas l'impression de le perdre. C'est le syndrome du "membre fantôme inversé". Vous savez qu'il vous manque quelque chose, mais comme vous n'avez jamais pu l'utiliser pour vous gratter le nez ou payer un cocktail en terrasse, le manque reste purement théorique.

L'État s'est transformé en ce colocataire un peu trop prévoyant qui, sachant que vous êtes incapable de gérer un budget, se sert directement dans votre portefeuille pendant que vous dormez pour payer le loyer. Et vous, vous le remerciez ! « Oh, merci Bercy de m'éviter la corvée de remplir un chèque ! Merci de me protéger contre ma propre propension à vouloir utiliser mon salaire pour des futilités comme manger ou chauffer mon logement ! »

C'est ici que la dignité entre en jeu. Pour se faire plumer avec panache, il faut embrasser cette amputation. Il faut regarder son "Net de pré-remplissage" avec l'œil d'un esthète.

Voyez-vous, le prélèvement à la source a aboli la notion de vol pour la remplacer par celle de "flux fluide". On ne vous prend rien, on "ajuste votre capacité contributive en temps réel". C'est magnifique. C'est comme si on vous coupait les cheveux pendant que vous dormez pour vous éviter d'avoir à aller chez le coiffeur. Certes, vous finissez avec une coupe au bol asymétrique et un trou derrière le crâne, mais quel gain de temps !

Et que dire de l'immense joie, du spasme orgasmique administratif que représente le "remboursement" ? Ah, le mois de juillet ! Ce moment béni où l'État, dans un accès de générosité qui ferait passer Mère Teresa pour une usurière de bas étage, vous rend 142 euros parce qu'il s'est un peu trop servi durant l'année.

C'est fascinant. L'État vous a pris 5 000 euros dont vous aviez besoin, les a fait fructifier (ou les a dépensés dans des ronds-points en forme de artichauts), puis il vous rend une fraction de votre propre argent sans intérêts. Et vous ? Vous sautez de joie ! Vous vous exclamez : « Chérie, prépare les valises, on part en week-end à Berck-sur-Mer, l'État nous fait un cadeau ! »

Ce n'est pas un cadeau. C'est le voleur qui, après avoir vidé votre maison, revient vous rendre votre brosse à dents usagée en s'attendant à ce que vous lui offriez le café. Et vous lui offrez le café. Avec des biscuits. C'est ça, l'art de se faire plumer avec dignité : c'est être reconnaissant pour les miettes de son propre pain.

Le prélèvement à la source est également une merveille de déresponsabilisation politique. Autrefois, quand les impôts augmentaient, le peuple descendait dans la rue avec des fourches et des flambeaux parce que le montant sur le tiers provisionnel avait pris 10%. Aujourd'hui ? Le taux passe de 7,2% à 8,4% dans l'indifférence générale. C'est juste un chiffre qui change sur un PDF que personne n'ouvre. C'est une mise à jour logicielle. On clique sur "Accepter les conditions générales" et on retourne regarder des vidéos de chats.

On a transformé le citoyen en un usager passif d'un service d'abonnement obligatoire à la survie nationale. Vous êtes "abonné" à la France, version Premium (qui inclut les routes à trous et les services d'urgence en burn-out), et le prélèvement est votre prélèvement automatique Netflix, sauf que vous n'avez pas le code pour annuler le compte et que le catalogue de films est composé uniquement de discours de ministres de l'Économie expliquant que « la reprise est là ».

Pour parfaire votre éducation de "plumé magnifique", vous devez apprendre à parler du prélèvement à la source avec un détachement aristocratique. Ne dites jamais : « Ils m'ont encore saigné ces enfoirés ». Dites plutôt : « J'ai opté pour une gestion prophylactique de ma contribution citoyenne afin de fluidifier mes échanges macro-économiques avec le Trésor. » Ça ne change rien au fait que vous allez finir le mois en mangeant des biscottes périmées, mais au moins, vous le ferez avec l'assurance d'un agrégé de finances publiques.

L'ultime étape de cette anesthésie moderne, c'est l'acceptation de l'absurde. Vous travaillez 35, 39 ou 50 heures par semaine pour une somme X. Mais vous ne recevez que la somme Y. La différence entre X et Y, c'est ce qu'on appelle "le prix de la paix sociale". C'est l'argent que vous payez pour ne pas avoir à réfléchir au fait que vous payez.

Le prélèvement à la source a réussi ce tour de force : transformer l'impôt en un bruit de fond. C'est le frigo qui ronronne dans la cuisine. Au début, ça agace, et puis on finit par ne plus l'entendre. On oublie même qu'il consomme de l'électricité. Jusqu'au jour où l'on réalise que le frigo est vide, mais que le ronronnement, lui, est devenu plus fort que jamais.

Alors, la prochaine fois que vous recevrez votre bulletin de paie, ne regardez pas la ligne du bas. Regardez le vide entre les lignes. C'est là que réside votre liberté. Une liberté de plus en plus légère, de plus en plus éthérée, presque invisible à l'œil nu. Une

liberté qui a le mérite de ne pas peser lourd dans votre portefeuille, puisque de toute façon, votre portefeuille a été déclaré zone sinistrée par décret préfectoral.

Souriez. Vous êtes prélevé. Et n'oubliez pas : un bon mouton ne sent pas la tondeuse, il apprécie simplement la sensation de fraîcheur sur sa peau une fois que la laine est partie garnir le matelas d'un autre. C'est ça, la vraie solidarité. C'est ça, la dignité du plumé.

Chapitre 10

Le Calendrier Fiscal : La Seule Religion qui impose des Dates de Sacrifice

Entrez dans la nef, mes chers frères et sœurs de la ponction. Retirez vos chaussures, mais laissez vos portefeuilles à l'entrée, de toute façon, ils ne vous servent plus à rien. Nous entamons aujourd'hui l'étude du dogme le plus rigoureux, le plus ancien et le mieux respecté de l'histoire de l'humanité. Oubliez le Carême, le Ramadan ou le Shabbat. Ces traditions sont des jeux d'enfants, des privations d'amateurs consistant à ne pas manger de jambon ou à éviter de presser sur un interrupteur le samedi.

La véritable ascèse, celle qui demande un don de soi total, une abnégation de chaque neurone et une sécrétion d'adrénaline digne d'un saut à l'élastique sans élastique, c'est la Liturgie du Calendrier Fiscal.

Car le fisc n'est pas une administration. C'est une religion monothéiste dont le dieu est un algorithme aveugle et dont les grands prêtres portent des complets-vestons gris souris avec des taches de café sur la cravate. C'est une foi qui possède ses propres fêtes mobiles, ses propres martyrs et, surtout, ses propres dates de sacrifice. Dans cette religion, on ne sacrifie pas des chèvres ou des colombes. On sacrifie son temps de sommeil, sa santé mentale et le budget des vacances en Grèce, le tout sur l'autel de la « Solidarité Nationale » — un concept mystique qui veut que plus vous donnez, moins vous voyez où ça va, un peu comme l'argent qu'on jette dans un puits à souhaits, sauf que le puits vous envoie une mise en demeure si vous ne jetez pas assez de pièces.

Tout commence par la phase de l'Avent Fiscal. C'est ce moment de calme plat, vers le mois de mars, où l'on se surprend à penser : « Tiens, cette année, je vais être organisé.

Je vais scanner mes reçus. Je vais créer un dossier "Impôts 2024" ». C'est ce qu'on appelle la phase de déni. C'est la période où l'on croit encore au libre arbitre. On regarde l'horizon avec l'optimisme d'un dindon qui admire les couleurs de l'automne en oubliant que Thanksgiving approche à grands pas.

Puis arrive la Semaine Sainte de la Déclaration.

Le stress post-traumatique fiscal ne commence pas le jour de la réception de l'avis. Non, il commence par ce petit picotement à la base du crâne quand vous voyez passer la première publicité gouvernementale à la télévision. Vous savez, celle avec une musique douce et des gens qui sourient en tapotant sur leur tablette, comme s'ils étaient en train de commander des sushis alors qu'ils sont en train de signer l'arrêt de mort de leur épargne. Le message est simple : « Déclarer, c'est facile ! ». C'est le plus grand mensonge de l'histoire, juste après « j'ai lu et j'accepte les conditions d'utilisation » et « non chérie, ce pantalon ne te grossit pas ».

Le rituel atteint son paroxysme lors de la fameuse « Nuit du Grand Bug ».

Il est 23h42. La date limite est fixée à minuit. Vous êtes là, assis dans la pénombre, éclairé par la lumière blafarde de votre écran, les yeux injectés de sang, entouré de vieux courriers froissés et de post-it qui ont perdu leur pouvoir adhésif depuis 2012. Vous avez le rythme cardiaque d'un colibri sous cocaïne. Pourquoi avez-vous attendu ? Parce que vous êtes un être humain, et que l'être humain possède cet instinct de survie primaire qui consiste à ignorer le danger jusqu'à ce qu'il vous morde les fesses.

Vous entrez votre identifiant à 13 chiffres. Vous vous trompez trois fois. À la quatrième, on vous demande votre mot de passe, celui que vous avez changé l'année dernière dans un accès de paranoïa sécuritaire et que vous avez noté sur le dos d'une facture d'eau que vous avez jetée hier. Vous entamez alors la procédure de récupération de mot de passe. Le mail de récupération n'arrive pas. Vous vérifiez vos spams. Rien. Vous commencez à parler à votre box internet : « S'il te plaît, Maurice,

fais pas le con, envoie le code ».

23h50. Le code arrive. Vous vous connectez. Et là, c'est le choc esthétique. Le portail fiscal, c'est le Louvre de l'angoisse. Une interface conçue par des gens qui pensent que l'ergonomie est une maladie vénérienne. Des menus déroulants qui cachent d'autres menus déroulants, des cases numérotées comme un loto de l'enfer (la 2042-C-PRO, ma préférée, celle qui ressemble à un nom de droïde dans Star Wars mais qui a le pouvoir de vous réduire au chômage technique).

Vous commencez à remplir les cases. « Frais réels ? ». Vous hésitez. Si vous déclarez vos sandwiches de midi, est-ce que le fisc va envoyer un drone vérifier la marque de votre jambon ? Vous avez soudainement peur de tout. La case « Personne à charge » vous semble être un piège sémantique. Est-ce que votre chat compte ? Il mange à votre table et ne paie pas de loyer. Techniquement, c'est un assisté.

23h56. C'est le moment où le destin bascule. Vous cliquez sur « Valider ». Le cercle de chargement apparaît. Ce petit cercle qui tourne. Il est gracieux, il est hypnotique, il est la représentation visuelle du temps qui s'enfuit et de votre dignité qui s'évapore.

Et là, c'est le drame. Le message d'erreur. Pas un message d'erreur clair, non. Un truc en latin informatique : « Error 504 - Gateway Timeout ». Ou mieux : « Le serveur rencontre une affluence inhabituelle, veuillez réessayer ultérieurement ».

Ultérieurement ? Il est minuit moins trois, Jean-Eudes ! Ultérieurement, je serai en train de négocier ma remise de peine avec un inspecteur qui a l'humour d'un parpaing !

C'est là que le stress post-traumatique s'installe pour de bon. C'est le moment de la « Panne de Minuit Moins Deux ». Vous rafraîchissez la page frénétiquement. Vous tapez sur votre clavier comme si c'était un tambour de guerre. Vous transpirez des mains, ce qui rend le maniement de la souris périlleux. Vous avez l'impression d'être

dans un film d'action de série B où vous devez désamorcer une bombe, sauf que si vous coupez le fil rouge, vous ne sauvez pas New York, vous payez juste 10 % de pénalités de retard.

Et puis, soudain, le miracle. À 23h59 et 45 secondes, la page se recharge. Vous cliquez sur « Signer ». Un message de confirmation s'affiche. « Votre déclaration a bien été prise en compte ».

Vous vous effondrez en arrière, le souffle court, la chemise trempée de sueur. Vous avez gagné. Vous n'avez rien gagné du tout, en fait, vous venez juste de confirmer que vous allez donner une partie de votre vie à l'État, mais sur le moment, vous ressentez une euphorie comparable à celle d'un survivant d'un crash aérien. C'est le syndrome de Stockholm fiscal : vous remerciez le ravisseur de vous avoir laissé un peu d'air après vous avoir étranglé pendant deux heures.

Mais le traumatisme ne s'arrête pas là. Il laisse des séquelles. Pendant les trois mois qui suivent, chaque fois que vous croisez une voiture de la Poste ou que vous voyez une enveloppe avec une fenêtre transparente, votre cœur rate un battement. Vous développez une hypersensibilité aux chiffres. Si votre ticket de caisse au supermarché affiche « 20,42 € », vous avez un flash-back du formulaire 2042 et vous manquez de vous évanouir au rayon surgelés.

C'est là toute la beauté de cette religion. Elle ne demande pas de prières quotidiennes, elle préfère une terreur annuelle concentrée, pure, distillée. Elle crée une communauté de souffrance. Le lendemain de la date limite, au bureau, on se regarde entre collègues avec ce petit signe de tête complice, celui des vétérans qui ont connu la tranchée du « Serveur Indisponible ».

« Tu as réussi à passer ? »

« Oui, à 23h58. Et toi ? »

« 23h59. J'ai dû redémarrer la box. »

« Respect, mon frère. On est encore en vie. »

Et on repart pour un cycle. On oublie la douleur, comme une femme oublie les contractions de l'accouchement, pour mieux recommencer l'année suivante. C'est ça, la dignité du plumé : être capable de rire du couteau pendant qu'on vérifie si la lame est bien désinfectée.

Alors, mes chers fidèles, ne maudissez pas ce calendrier. Chérissez-le. Car sans ces dates de sacrifice, sans ce stress de minuit moins deux, comment sauriez-vous que vous êtes encore vivants ? La peur est la preuve de l'existence. Et rien ne vous fait vous sentir plus vivant que de réaliser que vous avez oublié de déclarer les 15 euros de dividendes de votre compte épargne alors que le bouton "Envoyer" vient de disparaître sous vos yeux.

Bienvenue dans la seule église où le confessionnal est un formulaire PDF et où l'enfer commence par une lettre recommandée avec accusé de réception. Souriez, vous êtes en règle. Pour l'instant.

Chapitre 11

Les Taxes Écologiques : Payer pour le droit de polluer avec culpabilité

Entrons dans le vif du sujet : la rédemption par le portefeuille. Car après avoir survécu à la sueur froide de la déclaration de revenus à minuit moins une, il est temps de s'attaquer au chef-d'œuvre absolu du fisc moderne, le joyau de la couronne de l'extorsion polie : la Taxe Écologique.

C'est un concept d'un génie si pur qu'il mériterait d'être exposé au Louvre, entre la Joconde et un distributeur de billets en panne. L'idée est simple : puisque vous êtes, de par votre simple existence organique, une usine à pollution sur deux pattes, vous devez payer pour votre insolence de respirer. Mais attention, on ne vous demande pas de l'argent pour combler le déficit de l'État (enfin, si, mais chut). Non, on vous demande de l'argent pour *sauver la planète*. Et ça, mes amis, c'est le marketing ultime. C'est l'Indulgence 2.0. Au Moyen Âge, on payait l'Église pour que l'oncle Godefroy sorte du Purgatoire ; aujourd'hui, on paye la taxe carbone pour que l'ours Jean-Hubert puisse garder son glaçon sur l'océan Arctique.

C'est magnifique. On ne vous taxe plus, on vous offre une cure de désintoxication morale.

Vous avez remarqué comme le mot « Taxe » a disparu du vocabulaire politique dès qu'on parle de verdure ? On parle de « contribution climat-énergie », de « bonus-malus », de « redevance incitative ». C'est beaucoup plus doux. C'est comme si votre banquier vous disait : « Je ne vous saisis pas votre maison, je procède à une transition immobilière vers le trottoir. » On se sent tout de suite plus léger. Surtout au niveau des poches.

Prenons le cas sublime du malus automobile. C'est là que le théâtre de l'absurde atteint son apogée. Vous voulez acheter une voiture qui fait « vroom » et qui sent l'essence ? Vous êtes un criminel de guerre climatique. Un monstre. Attila sur quatre roues. Pour laver votre âme, l'État vous demande un chèque de 10 000, 20 000, parfois 60 000 euros. Et là, miracle de la transmutation alchimique ! Dès que le virement est encaissé par le Trésor Public, votre CO2 devient vert. Le nuage noir qui sort de votre pot d'échappement n'est plus une menace pour l'humanité, c'est une brume de sainteté. L'argent a cette vertu magique de neutraliser les molécules de carbone. On se demande d'ailleurs pourquoi on ne balance pas simplement des palettes de billets de 50 euros directement dans l'atmosphère pour colmater le trou de la couche d'ozone.

Mais le plus beau, c'est que cet argent ne va jamais, au grand jamais, acheter un climatiseur géant pour le pôle Nord. Non. Il va servir à financer un comité de réflexion sur la signalétique des pistes cyclables en milieu périurbain, ou à imprimer des brochures en papier glacé (non recyclé) expliquant que « l'avenir est entre vos mains ».

Et vous, le plumé magnifique, vous payez avec le sourire. Pourquoi ? Parce que vous avez la *supériorité morale*. Vous pouvez regarder votre voisin qui roule en vieille Twingo de 1998 et vous dire : « Moi, j'ai payé mon malus. Je suis un bienfaiteur. Ma pollution est labellisée État. » C'est là tout l'art de se faire plumer avec dignité : transformer une amende pour comportement antisocial en un abonnement VIP à la survie de l'espèce.

Passons à la petite monnaie du quotidien, la « taxe de tri » ou l'éco-participation. Vous achetez un frigo ? Hop, deux euros pour la planète. Un canapé ? Trois euros pour le futur. C'est le génie du saupoudrage. C'est tellement indolore qu'on finit par chercher la taxe partout. Si un jour j'achète un sandwich et qu'on ne me taxe pas sur l'impact carbone de la mayonnaise, je me sens presque coupable. « Excusez-moi,

monsieur le boulanger, vous avez oublié de me facturer la détresse émotionnelle de la laitue. Je voudrais participer à la grande œuvre collective. »

Et que dire du plastique ? Ah, le plastique ! Le grand Satan des temps modernes. On a inventé le bouchon solidaire de la bouteille. Vous savez, ce truc qui reste accroché au goulot et qui essaie de vous crever l'œil chaque fois que vous essayez de boire ? C'est ça, la taxe écologique moderne : ce n'est pas seulement financier, c'est physique. On vous taxe en confort. On vous taxe en dignité. Boire de l'eau minérale est devenu une épreuve de Koh-Lanta. Mais pendant que vous vous battez avec votre bouchon récalcitrant, vous ne pensez pas au fait que le prix au litre a augmenté de 15 % « pour compenser les coûts de recyclage ». Vous êtes trop occupé à ne pas vous éborgner. C'est la diversion parfaite.

Mais ne nous plaignons pas. La taxe écologique est la seule qui nous permet d'être des hypocrites en toute légalité. Prenez les crédits carbone pour les entreprises. C'est le sommet de l'art. Une boîte pétrolière brûle la moitié de l'Amazonie ? Pas de panique. Elle achète des « crédits carbone » à une start-up qui promet de ne pas couper une forêt en Ouzbékistan (forêt qui n'a jamais existé d'ailleurs). Et voilà ! Le bilan est neutre. C'est comme si je pouvais manger trois gâteaux au chocolat en payant quelqu'un d'autre pour qu'il fasse un régime à ma place. C'est le paradis fiscal de la calorie, appliqué à la planète.

Mes chers amis, regardez votre facture d'électricité. Voyez-vous cette ligne obscure en bas, avec un acronyme que personne ne comprend ? C'est votre contribution au développement des énergies renouvelables. Vous payez pour que des gens plantent des éoliennes qui ne tournent pas quand il n'y a pas de vent, et qui décapitent occasionnellement des chauves-souris. Est-ce que ça refroidit la Terre ? Probablement pas. Est-ce que ça réchauffe le cœur des actionnaires des boîtes de BTP ? Absolument. Et n'est-ce pas là l'essentiel ? La solidarité humaine, enfin !

La taxe écologique est en fait une religion laïque. Le CO2 est le péché originel. Le

formulaire d'impôt est la Bible. Le ministre de l'Environnement est le Grand Prêtre. Et le sac poubelle jaune est votre ticket pour le paradis. On vous demande de trier vos déchets comme on demandait aux moines de copier des manuscrits : c'est répétitif, c'est chiant, ça ne sert pas à grand-chose vu que tout finit souvent dans le même camion de toute façon, mais ça occupe l'esprit. Un peuple qui passe dix minutes par jour à se demander si le pot de yaourt va dans la poubelle verte ou bleue est un peuple qui n'a pas le temps de se demander où passent les milliards de la taxe sur le carburant.

C'est le secret de la paix sociale par le compost.

Alors, la prochaine fois que vous passerez à la pompe et que vous verrez le prix du litre frôler le PIB d'un petit pays d'Afrique centrale, ne sortez pas la guillotine. Respirez un grand coup (même si ça coûte cher en taxes). Dites-vous que vous n'êtes pas en train de vous faire vider votre compte épargne pour éponger une dette publique abyssale. Non. Dites-vous que vous êtes un héros. Un croisé de la biosphère. Un protecteur des banquises.

Certes, l'ours polaire que vous êtes censé sauver est peut-être déjà en train de se transformer en tapis de salon dans une villa à Dubaï, mais qu'importe ? Vous avez payé pour avoir le droit de polluer avec culpabilité. Et la culpabilité, mes chers fidèles, c'est le luxe ultime. C'est ce qui nous différencie des animaux. Un lion bouffe une gazelle et il dort tranquille. Nous, on bouffe la planète, mais on paye une taxe pour que la planète sache qu'on est vraiment, mais alors vraiment désolés.

C'est ça, la classe. C'est ça, l'art de se faire plumer avec dignité. On ne se contente pas de nous voler, on nous fait l'honneur de nous demander de sauver le monde en même temps. Et franchement, à ce prix-là, c'est presque cadeau.

Allez, reprenez un peu de ce café en capsule non-recyclable. J'ai déjà payé l'éco-taxe dessus, alors techniquement, chaque gorgée est un acte militant. Santé.

Chapitre 12

Les Droits de Succession : Taxer le Passage vers l'Au-delà

Approchez, approchez. Prenez un siège, mais ne vous installez pas trop confortablement : le mobilier sur lequel vous reposez votre séant sera bientôt soumis à une expertise contradictoire pour déterminer s'il s'agit d'un Louis XV authentique ou d'une vulgaire copie suédoise destinée à être lourdement ponctionnée par l'administration fiscale.

Nous y sommes. Le grand saut. Le terminus des prétentieux. On nous a bassinés toute notre vie avec l'idée que « l'argent ne fait pas le bonheur » et que « l'on n'emporte rien dans la tombe ». Grand Dieu, comme ces proverbes sont empreints d'une sagesse... budgétaire ! Car l'État, dans sa mansuétude infinie et sa soif inextinguible de justice sociale (entendez par là : sa capacité à vider les poches des cadavres avant qu'ils ne refroidissent), a décidé que la mort n'était pas une fin, mais une simple transaction immobilière un peu plus solennelle que les autres.

Vous pensiez que le fisc s'arrêterait à la porte du funérarium ? Quelle naïveté touchante. Le fisc est comme ce cousin éloigné que vous n'avez pas vu depuis vingt ans mais qui déboule à l'enterrement avec un Tupperware pour récupérer les restes du buffet. Sauf que le cousin, ici, ne veut pas seulement le jambon de pays : il veut 45 % de la table, des chaises, et la nappe brodée par votre arrière-grand-mère.

Entrons dans le vif du sujet : les droits de succession. Ou, pour appeler les choses par leur nom, la « taxe sur le fait de cesser d'exister sans avoir eu la décence de tout dépenser au casino de Palavas-les-Flots ».

Imaginez la scène. Vous êtes là, allongé, serein, avec ce petit sourire figé que le

thanatopracteur vous a sculpté pour la modique somme d'un demi-SMIC. Vous vous apprêtez à rejoindre les prairies éternelles, ou le néant absolu (selon vos convictions ou votre forfait mobile). Et là, au poste de douane céleste, Saint Pierre est remplacé par un inspecteur des finances publiques en chemise à manches courtes. Il ne consulte pas le livre de vos bonnes actions. Non, il vérifie votre déclaration 2705-SD.

« Monsieur Dupont ? Bien, bien. Voyons voir... Un pavillon en banlieue, une Peugeot 3008 et un compte épargne logement ? C'est un peu court pour entrer au paradis, mais c'est parfait pour boucher le trou de la Sécurité sociale. Allez, hop, laissez les clés du garage sur le comptoir, votre fils récupérera les pneus neige s'il arrive à prouver qu'ils n'étaient pas une donation déguisée effectuée dans les quinze dernières années. »

C'est là que réside toute la beauté de l'art de se faire plumer avec dignité. Durant votre existence terrestre, vous avez été taxé sur vos revenus (pour avoir le droit de travailler), sur votre consommation (pour avoir le droit de manger), sur votre propriété (pour avoir le droit de ne pas dormir sous un pont). On pourrait croire qu'une fois le rideau tombé, on vous laisserait tranquille. Mais non ! Le fisc considère que votre décès est une opportunité d'investissement. C'est le concept de la « double peine », mais avec des fleurs de lys et des couronnes mortuaires.

On vous explique doctement que c'est pour « favoriser la circulation du capital » et « éviter la reproduction des élites ». C'est charmant. En réalité, c'est surtout pour s'assurer que si vous avez passé quarante ans à rembourser un crédit immobilier en bouffant des pâtes au beurre, votre progéniture devra vendre la maison pour payer les taxes dues sur le simple fait d'en hériter. C'est le recyclage ultime : l'État transforme vos souvenirs d'enfance en bitume pour une bretelle d'autoroute dans la Creuse. C'est presque poétique, si on oublie le côté racket organisé.

Et parlons-en, de la progéniture ! Rien de tel qu'une petite succession pour transformer une fratrie soudée en remake de *Mad Max* dans le bureau d'un notaire

de province. Le notaire, d'ailleurs, parlons-en. Cet homme est un magicien. Il porte une cravate sombre pour montrer qu'il partage votre peine, tout en calculant ses émoluments au centime près sur la valeur brute des bijoux de famille. Le notaire est le seul être humain capable de vous annoncer que vous avez hérité d'un château, mais que vous devez 1,2 million d'euros à l'État d'ici mardi prochain, faute de quoi le château sera transformé en centre de tri postal.

« Mais Maître », pleurnichez-vous, « c'est la maison où j'ai appris à marcher ! »
« Certes », répond-il avec le flegme d'un croque-mort sous Valium, « mais aujourd'hui, c'est surtout un actif taxable à 40 % au-delà de l'abattement. Voulez-vous un mouchoir ? C'est facturé dans les frais d'acte. »

La dignité, mes chers amis, consiste à accepter ce dépouillement final avec le sourire de celui qui a compris la plaisanterie. La mort est le moment où l'on réalise que l'on n'a jamais été propriétaire de rien, mais simplement locataire précaire d'un tas d'objets que l'État nous prêtait gentiment contre un loyer fiscal permanent.

Il y a pourtant des stratégies pour « optimiser » ce passage à tabac. Certains suggèrent la donation-partage. C'est l'art de donner vos meubles à vos enfants de votre vivant pour qu'ils puissent vous voir vieillir dans un appartement vide, assis sur une caisse de vin (qui, elle aussi, devra être déclarée si elle dépasse un certain millésime).

D'autres se lancent dans l'assurance-vie, ce grand casino légal où l'on parie sur sa propre disparition pour essayer de glisser quelques jetons sous la porte avant que le fisc ne la défonce.

Mais la vérité est plus cruelle : le fisc a plus de patience que vous n'avez de temps. Il attend. Il sait que tôt ou tard, vous allez lâcher prise. Et au moment où vous rendrez votre dernier soupir, une alerte retentira à Bercy. Un algorithme calculera instantanément la valeur de votre collection de timbres et de votre canapé d'angle en cuir (légèrement griffé par le chat, -10 % de décote, ils sont magnanimes).

Le summum du chic, le nec plus ultra de la "plume-attitude", c'est de mourir avec une dette colossale. Voilà le véritable acte de résistance ! Imaginez la tête de l'inspecteur des finances ouvrant votre dossier pour n'y trouver que des factures impayées, un abonnement à une revue de tuning et un compte bancaire affichant le prix d'un café en terrasse. Là, vous mourez en homme libre. Vous ne vous faites pas plumer, vous rendez les plumes au propriétaire en disant : « Désolé, j'ai tout utilisé, il n'y a plus rien à gratter. »

Malheureusement, la plupart d'entre vous ont cette manie déplorable de vouloir "laisser quelque chose à leurs enfants". Quelle erreur ! Vos enfants ne veulent pas de votre armoire normande qui pèse trois tonnes et qui sent la naphtaline. Ce qu'ils veulent, c'est ne pas avoir à s'endetter sur douze générations pour avoir le droit de garder votre alliance. En accumulant des biens, vous ne leur léguerez pas un patrimoine, vous leur léguerez un contrôle fiscal posthume. Vous leur offrez un abonnement premium à l'angoisse administrative.

Alors, que faire ? La solution est simple. Dépensez tout. Maintenant. Allez-y. Achetez ce jet privé qui pollue comme dix mille usines chinoises, commandez du caviar pour votre poisson rouge, payez-vous un voyage sur la lune en première classe. Non seulement vous profiterez de votre argent, mais vous aurez la satisfaction suprême de savoir qu'à votre enterrement, le fisc repartira bredouille, la queue entre les jambes, obligé d'aller taxer quelqu'un d'autre qui a eu l'imprudence d'être économe.

Parce qu'au bout du compte, la mort est le dernier grand examen. Et dans ce système, celui qui a la meilleure note est celui qui finit avec un solde de zéro. C'est ça, la vraie classe. Partir sans laisser d'adresse, et surtout sans laisser de RIB.

Sur ce, je vous laisse, j'ai un rendez-vous avec mon notaire. Je vais essayer de lui prouver que ma bibliothèque n'est pas un "bien de prestige", mais un "ensemble de combustibles pour chauffage d'appoint" afin de baisser l'estimation. Il faut savoir

ruser avec les douaniers du Styx.

Allez, portez-vous bien. Et surtout, n'oubliez pas : mourez léger. L'administration déteste ce qui ne pèse rien.

FIN

Merci d'avoir lu "L'art de se faire plumer avec dignité"

Une œuvre écrite par Dr. Sarcasme

[Lire la version interactive et commenter](#)

[Découvrir les autres œuvres de l'auteur](#)